

MARCEL TRUDEL — *Histoire de la Nouvelle-France. III — La seigneurie des Cent-Associés. II — La société*, Montréal, Fides, 1983, XXVII, 669 p.

Après un quart de siècle de travail intense, Marcel Trudel est arrivé au terme de sa monumentale histoire de la Nouvelle-France. Ce quatrième et dernier volume diffère des précédents en ce qu'il n'est pas axé sur les événements politiques, mais sur la narration des faits sociaux. L'esprit et les méthodes de l'auteur demeurent les mêmes cependant. Voulant reconstituer le plus exactement possible les faits qui se sont déroulés au commencement de la société laurentienne — l'Acadie est ici exclue pour des raisons liées aux sources de renseignements —, il repart à zéro comme si rien n'avait été fait avant lui. Contrairement à Valéry qui préférerait les courants marins aux vagues de la mer, Trudel s'intéresse à chacune des vagues. Il laisse aux autres l'interprétation et surtout la grande philosophie de l'histoire suivant ses propres paroles (Radio-Canada, 21 juin 1981, *Écrire l'histoire au Québec*). Dans ces conditions, la critique devient difficile, d'autant plus que cet ouvrage s'appuie largement sur plusieurs livres déjà parus.

Marcel Trudel est sans doute le plus grand érudit qui soit en matière de faits et gestes des pionniers du Canada. Il a parcouru et compilé toute la documentation existante. Rien ne lui a échappé. La société étudiée, celle d'avant 1663, est si petite qu'il lui est possible de singulariser les cas et les personnes. Tout est recensé avec minutie et rigueur pour le plus grand bénéfice du lecteur. La somme des détails est faite quand c'est possible, sinon l'auteur signale que la documentation est incomplète sans pousser la critique. En historien expérimenté, il se montre circonspect, voire méfiant, et il s'embarrasse rarement d'estimations ou d'hypothèses. Mais il travaille aussi en solitaire, hors du monde, notamment sur la plan méthodologique, et son livre se ressent de cet isolement.

L'ouvrage comprend trois parties et seize chapitres. Pour des raisons d'espace et aussi de compétence, nous limiterons l'essentiel de nos commentaires au chapitre premier, « Nombres et origines des immigrants », et au chapitre trois, « Le bilan des années trente », de la première partie, « Le peuplement de la colonie », de même qu'au premier chapitre, « La famille », de la troisième partie, « Le comportement social ».

Le premier chapitre (pp. 11-55) repose sur une impressionnante collecte des données qui a donné lieu à une autre publication (*Catalogue des immigrants 1632-1662*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 1983, 569 p.). Mais Trudel n'exploite que partiellement sa riche documentation. Il s'est déjà livré à une analyse transversale sur la population au 30 juin 1663 (*La population du Canada en 1663*, Montréal, Éditions Fides, 1973, 368 p.), et il ne développe guère l'analyse longitudinale qui en serait le complément. Il faut dire que l'espace de 30 ans paraît bien court lorsqu'il s'agit de suivre des milliers d'individus tout au long de leur vie. Le grand mérite de l'auteur consiste ici à rechercher tous les immigrants ayant débarqué au Canada durant la période étudiée. Plus que tous ses prédécesseurs, il se montre conscient de l'écart existant entre l'immigration totale et l'immigration nominativement identifiée. On souhaiterait cependant qu'il soit encore plus explicite, même si la suite du livre permet de mieux comprendre ce premier chapitre. Somme toute, il arrive à identifier plus de 3 000 immigrants sur un total de 5 000 environ.

Ainsi, l'immigration a été nettement plus importante sous les Cents-Associés qu'on l'a cru jusqu'à maintenant. D'autre part, les retours en France ont été beaucoup plus fréquents que ce que l'on observe habituellement à propos des mouvements migratoires comparables. Comment s'articule le jeu des forces d'attraction et de répulsion? Trudel n'aborde pas directement la question et c'est bien dommage.

À la page 23, le lecteur comprend mal comment la période 1632 a pu fournir plus d'immigrants par année en moyenne que les périodes 1645-1651 et 1652-1662. En compilant les données du *Catalogue*, on constate que, au contraire, la première des trois périodes a un recrutement moins efficace que les deux autres, même en supposant que les Cent-Associés aient parfaitement rempli leurs obligations. Plus loin (p. 43), l'auteur pose d'intéressantes questions à propos de l'immigration féminine. Nous ne pouvons le suivre cependant dans sa définition toute théorique de « filles du roi », qui, si elle était strictement appliquée, réduirait à une poignée le nombre de celles auxquelles s'ap-

pliquerait le qualificatif. En ce domaine, il est préférable d'appliquer une méthode dite de travail pour reprendre l'expression même de Trudel (p. 32, note 61 à propos du décompte des nobles).

Le troisième chapitre (pp. 71-92) se révèle assez décevant. L'analyse des données est à peine esquissée et la critique demeure insuffisante. Il faut regretter qu'une si belle documentation ne soit pas mieux exploitée par l'homme le plus apte à la commenter. Le passage le plus intéressant, à notre avis, concerne l'évolution numérique de la population (pp. 88-92). Tirant profit de ses vastes connaissances, l'auteur se hasarde à chiffrer l'effectif total à sept moments différents. Mais il ne corrige pas suffisamment les nombres de naissances et de décès. Trudel est conscient des lacunes de ses sources : à la note 18 (p. 81), il nous dit que des naissances font défaut. De même, il prévient le lecteur à propos du sous-enregistrement des décès (p. 87), mais l'avertissement se fait assez timide.

Le rapport de masculinité à la naissance (p. 83) pour la période 1632-1662 (764 garçons, 641 filles, 10 enfants de sexe indéterminé) est égal à 119 pour 100, ce qui correspond à une valeur anormale, même en tenant compte de la faiblesse des nombres. Il manque des filles et pour en connaître la raison, il faudrait pousser la critique des données. L'enregistrement des décès est encore plus déficient, même si l'auteur en a tiré 145 de sources autres que les registres paroissiaux. On peut avancer que le sous-enregistrement affecte au moins la moitié des décès de moins d'un an : le taux de mortalité infantile calculé d'après les données de la page 86 ne dépasse guère 90 pour 1 000 en moyenne, ce qui correspond à une situation où l'espérance de vie à la naissance serait de l'ordre de 55 ans. Comme l'espérance de vie à la naissance ne devait pas dépasser 40 ans, on peut déduire, en appliquant une table de mortalité convenablement choisie à la structure par âge du 30 juin 1663 (voir *La population du Canada en 1663*, cité ci-dessus), que le tiers des décès font défaut pour la fin de la période étudiée par l'auteur.

Quand Trudel prétend par ailleurs qu'il y a accélération anormale des décès au cours de la période étudiée (p. 84), cela tient au fait qu'il n'a pas calculé de taux brut de mortalité. De 1638 à 1662, celui-ci varie entre 14 et 20 pour 1 000 par période quinquennale sans qu'on puisse dégager de tendance nette. Dissserter exclusivement sur les chiffres absolus peut se révéler dangereux, même quand on est prudent. Les décès par maladie sont moins bien connus que les décès accidentels et que ceux causés par les Iroquois. Ces derniers se voient ainsi attribuer une importance qu'ils n'avaient probablement pas bien que sans eux la mortalité aurait été plus faible de 15 à 20 pour cent. Mais surtout, le lecteur ne doit pas oublier que les causes de décès signalées par Trudel ne s'appliquent pas à l'ensemble des individus ayant vécu au Canada avant 1663. Beaucoup de personnes ayant survécu à l'année 1662 sont par la suite mortes de maladie. Il s'agit ici d'une mesure transversale correspondant à la période des Cent-Associés.

L'ouvrage affiche les mêmes défauts au chapitre portant sur la famille (pp. 505-567). La description y conserve sa richesse de détails, mais sur le plan de l'analyse, l'auteur persiste à inventer ses propres procédés et à expérimenter en vase clos. À propos des mariages suivant le pays de naissance, il conclut à la tendance des Canadiens à épouser des Françaises, en se basant sur sept mariages de Canadiens (p. 511). Les petits nombres interdisent une telle conclusion, d'autant plus que les résultats présentés montrent exactement le contraire. Plus loin, l'auteur insiste sur la disparité entre époux en matière d'instruction (p. 517). En réalité, les deux tiers des conjoints sont dans la même situation : pour 26,2 % des mariages, les deux époux savent signer alors que, dans 39,5 % des cas, aucun d'eux ne sait signer. Quand il mesure le mouvement mensuel des mariages (pp. 542-544), Trudel ne tient aucun compte de l'inégalité des mois, ce qui empêche toute comparaison avec d'autres résultats. Quand il s'intéresse aux relations entre procréation et calendrier liturgique (pp. 550-551), il ne distingue pas l'influence du mouvement des mariages sur celui des premières naissances, lesquelles comptent pourtant pour 37,8 % des naissances à Montréal avant 1663. Enfin, quand il calcule la fréquence des conceptions prénuptiales (p. 552), il constitue le dénominateur avec toutes les naissances et non pas avec les seules naissances de premier rang.

Malgré tout, le lecteur reste ébloui devant le prodigieux défilé de personnes et de faits que l'impressionnante érudition de l'auteur reconstitue sur plus de 600 pages. À lire Marcel Trudel, on finit par se retrouver véritablement sous les Cent-Associés. Cet acharnement à faire ressortir le fait

individuel rejoindra entre autres les généalogistes, car ces hommes et ces femmes que l'on voit vivre page après page ne sont-ils pas les fondateurs de la société canadienne-française? D'aucuns jugeront que cette histoire se révèle par trop anecdotique. Il n'en reste pas moins que les chercheurs qui s'intéressent à la Nouvelle-France y trouveront une somme considérable d'informations présentées sous la plume alerte que l'on sait. Ne craignant pas les chiffres, l'historien de la *Seigneurie des Cent-Associés* sait rendre l'histoire intéressante même quand la matière est aride.

Hubert CHARBONNEAU
Yves LANDRY
*Programme de recherche
en démographie historique
Université de Montréal*

* * *

GEORGE K. BEHLMER — *Child Abuse and Moral Reform in England, 1870-1908*. Stanford: Stanford University Press, 1982. Pp. vii, 320.

MARJORIE CRUICKSHANK — *Children and Industry: Child Health and Welfare in North-West Textile Towns During the Nineteenth Century*. Manchester: Manchester University Press, 1981. Pp. v, 189.

Although the general focus of these two books is the same — the welfare of children, especially working-class children, during the Victorian era — there is remarkably little overlap between them in terms of content. Cruickshank chronicles the living and working conditions of children in the rapidly industrializing cities of northwestern England (primarily Lancashire) during the nineteenth century. She describes the increasingly harsh conditions under which children worked as manufacturing moved out of homes and into factories, and the rapidly deteriorating living conditions faced by them and their families as the new factories' demands for workers drew people from the country to the city. Her major concern is with the effects of these developments on children's health. She discusses mortality rates and childhood diseases in detail, analyzes the efforts of some families to find medical help for their children, and describes the woefully inadequate attempts of reformers to provide health care for poor families. Her major theme is the plight of children in a society which regarded them as an expendable work force. Those who survived epidemics of scarlet fever, measles, smallpox, diphtheria, and polio, endemic diseases like tuberculosis, pneumonia, and diarrhea, chronic malnutrition, and industrial accidents were often left weakened and deformed, condemned to lives of poverty, pain, and disability. Only slightly tempering this grim picture is her brief account of growing Victorian sensitivity to the plight of factory children, the passage of factory legislation, and the building of hospitals, dispensaries and schools as the middle class slowly awoke to the horrors of an industrial system which employed little children from dawn to dusk in dark, unhealthy factories.

Behlmer tackles the question of child welfare from a different perspective. He focuses on the issue of child abuse in the late nineteenth century, and the struggle of the London (later National) Society for the Prevention of Cruelty to Children (SPCC) to protect children from parental abuse through the passage and enforcement of national laws. His thesis is that the SPCC was motivated by genuine humanitarian concern for the health and safety of England's children, and that its leaders fought passionately and ably, albeit sometimes unsuccessfully, for the passage of legislation that would protect children from abusive parents, baby farmers, and cruel (and immoral) employments. He argues persuasively for the commitment and hard work of the society's leaders, like the Reverend Benjamin Waugh, and its cruelty men (the agents who investigated reports of child abuse and reported them to the courts), and describes the society's resistance to the notion that poverty was the cause of child abuse (the SPCC pursued upper-class as well as lower-class child abusers), and its philosophy that not only should children be rescued from abusive parents, but that the people who abused children should be both punished and encouraged to reform.